

Quel air est-il ?

Bulletin d'information sur la Qualité de l'Air en Picardie

n°80

juin 2012



Retour sur la journée d'échanges 2012

Atmo
PICARDIE
Qualité de l'air





Edito

2012, année de la première Journée d'Echanges Air climat santé. Cette idée a été insufflée par Eric Montes, président d'Atmo Picardie depuis juin 2010. Elle a très vite été adoptée par la nouvelle équipe dirigeante qui a su motiver toute l'équipe pour préparer cette journée reconnue par tous comme importante. Tous nos adhérents et partenaires étaient conviés ! C'était un moment de rencontres, d'échanges et de présentations des compétences de l'association.

Des invités qualifiés nous ont fait l'honneur d'intervenir sur différentes thématiques du global au local.

Ainsi, les missions d'Atmo Picardie ont été rappelées :

- Surveiller la Qualité de l'air en Picardie grâce à des mesures en continu, tout en optimisant la stratégie de mesure,
- Informer le public au quotidien, les administrations, les médias, les collectivités... en cas d'épisode de pollution,
- Sensibiliser le public, les scolaires,
- Accompagner nos partenaires (participation à l'élaboration du SRCAE, des PPA, de PDU, réalisation de diverses études).

Ce dernier point a fait l'objet d'une présentation plus complète, notamment des moyens humains, des outils utilisés, des polluants mesurés pour arriver à quelques exemples réalisés pour nos partenaires.

Une table ronde s'en est suivie avec des témoignages fort intéressants qui nous ont permis de comprendre les différentes approches de la problématique de la surveillance de la qualité de l'air.

Enfin, le lien établi entre environnement et santé est venu clôturer cette matinée.

Cette rencontre a été une réussite, et les retours sont encourageants.

Elle a été relayée dans la presse et sa corrélation avec un épisode de pollution l'a plongée au cœur de l'actualité.

Suite à cette journée picarde, d'autres ont fleuri dans d'autres régions, ce qui nous conforte dans notre idée de travailler plus en partenariat avec nos adhérents, plus proches d'eux, de mieux les informer et aussi savoir écouter leurs besoins.

Nous remercions tous les participants à cette journée et tous ceux qui, intéressés, n'ont pu nous rejoindre.

Quel air est-il ?

Bulletin d'information de l'Association pour la Surveillance de Qualité de l'Air en Picardie

44 rue Alexandre Dumas - CS 49010
80094 Amiens Cedex 3

Tél. : 03 22 33 66 14 - Fax : 03 22 33 66 96
E-mail : mail@atmo-picardie.com - www.atmo-picardie.com

Directeur de publication : Eric Montes
Rédacteur en chef : Sylvie Taillaint

© juin 2012

ISSN : 1287-1028 - Dépot légal 2^e trimestre 2012 - Imprimé sur du papier recyclé



Anne Sauvage
Directrice d'Atmo Picardie

Quelle suite

Sénatrice de l'Oise, Vice-présidente de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire et présidente du groupe de travail sur les négociations internationales Climat-Environnement.

Madame Laurence ROSSIGNOL de retour du sommet de Durban, nous a fait le plaisir de participer à la 1^{ère} journée d'échanges Air-Climat-Santé d'Atmo Picardie.



La sénatrice Laurence Rossignol

Négociations internationales et qualité de l'air

Pour comprendre les négociations internationales sur le climat, il y a deux moments importants :

- ◆ **Création du GIEC** dans les années 1990 (Groupe International d'Etude sur le Climat). Ce groupe est composé des plus grands scientifiques et climatologues du monde dans une structure presque informelle, les acteurs échangent leurs informations par messages électroniques et produisent à intervalle régulier un rapport qui vise à déterminer :
 - L'évolution des teneurs en CO₂,
 - L'impact du CO₂ sur l'évolution du climat,
 - La prospective,



au sommet climatique de Durban 2011 ?

- L'impact des activités humaines sur la production de CO₂.

◆ Organisation des sommets internationaux sur le Climat

- Conférence de Rio en 1992
- Sommet de Johannesburg en 2002
- Protocole de Cartagène en 2003
- Protocole de Kyoto en 2005
- Conférence de Copenhague en 2009
- Sommet de Durban en 2011
- Conférence de Rio +20 en 2012

Energie et économie

Le CO₂ provient des activités humaines liées à la production d'énergie fossile. Il n'y a pas de société sans exploitation d'énergie et il n'y a pas de développement économique sans énergie.

La carte du développement économique se superpose à la carte des ressources énergétiques. Là où il y a du développement économique, il y a de l'énergie et de la richesse. Aborder la question de l'énergie, c'est de ne jamais perdre de vue celle du progrès collectif et individuel.

Aujourd'hui, nous avons un rapport ambigu sur le problème du développement économique et individuel et de l'énergie qui est à la fois une menace pour la planète mais indispensable pour lutter contre la précarité énergétique.

Dans un pays comme la France, il y a 4 millions de foyers qui consacrent 10% de leurs revenus à la dépense énergétique. Cette énergie étant un bien rare et onéreux, il est important pour tous de maîtriser nos consommations afin de protéger l'avenir de la planète.

Le CO₂ a pour principale conséquence

un dérèglement climatique qui est une accélération et une accentuation des phénomènes extrêmes (sécheresse, inondation...). La prospective du GIEC montre que la trajectoire prise au 21^{ème} siècle nous mène à une augmentation possible de 2 à 6°C de l'atmosphère d'ici la fin du siècle. Ce qui est insupportable.

Depuis l'ère industrielle, en 150 ans, le climat a changé en terme d'évolution et de réchauffement climatique, autant que l'ère glaciaire à l'ère industrielle. Cela pourrait amener au scénario catastrophe de la fonte des glaciers, à l'élévation du niveau de la mer et donc à la disparition de certaines îles du Pacifique.

Le climat bouleverse la politique mondiale, car les émissions de CO₂ d'un pays impactent l'ensemble de la planète. Le Protocole de Kyoto vise à limiter le réchauffement climatique à une augmentation de 2°C.

Pour ce protocole, certains pays, en nombre suffisant, s'engagent à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 5%, entre 1997 et 2012.

Aujourd'hui l'augmentation de 2°C serait déjà atteinte.

En 2009, Copenhague aboutit à une grande déception sur les enjeux climatiques, car les pays fortement émetteurs comme les États Unis et la Chine n'ont pas voulu s'engager dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre.



RIO+20

Conférence des Nations Unies sur le développement durable

En 2011, la conférence de Durban se pose la question de savoir s'il fallait une suite à la conférence de Kyoto. Un engagement a défini le caractère contraignant des accords pris lors des conférences mondiales.

L'Europe s'est fixé la règle des 3 fois 20 :

- 20% de réduction d'émission de CO₂,
- 20% de réduction de la consommation d'énergie,
- 20% de production d'énergie renouvelable.

Cette année aura lieu la conférence des Nations Unies sur le Développement Durable "Rio + 20" ou "Rio 2012". Ce rendez-vous sera l'occasion de connaître le niveau d'implication des pays sur les questions environnementales, et la volonté collective de mettre en place des outils planétaires pour appréhender les questions environnementales et la mise en place du développement économique partagé.

Le développement durable n'est pas seulement l'environnemental, mais l'écologie, l'économie et le social. ■



Laurence Rossignol et Eric Montes



Quelles perspectives au-delà du Grenelle en France et en Europe



Frédéric Bouvier, directeur du LCSQA

Présentation

L'intervention de Frédéric Bouvier, directeur du LCSQA a pour objectif de mettre en évidence :

- Les enjeux (climat et qualité de l'air) au niveau des échelles régionale et locale.
- Les actions et incidences sur les AASQA (Associations Agréées de Surveillance de la Qualité de l'Air).

Enjeux

Etre capable de mettre en place une surveillance qui soit au service de l'action. Connaître c'est bien, connaître pour permettre aux acteurs d'agir de la meilleure façon qui soit c'est mieux.

Il existe 2 problèmes importants au niveau de la Qualité de l'Air :

- Les particules en suspension,
- Le dioxyde d'azote.

L'engagement national et international de la France à ne pas émettre plus du quota autorisé de polluants chaque année (Pour les NOx : plafond à 810 kt/an et en 2010, la France était à 1117 kt/an).

Au niveau local, il existe deux problématiques :

- Un air qui peut être de mauvaise qualité,
- Trop d'émissions par rapport aux

engagements de l'État.

La zone où il existe un contentieux avec l'Union européenne est majoritairement la façade Est de la France (dû au climat continental qui fait stagner les polluants).

Mais de plus en plus de zones ont des dépassements NO₂.

Cependant, la Picardie est moins touchée compte tenu de ses spécificités (bordures de mer, topographie).

Seuils de la Directive Européenne (Dir 2008/50/CE)

- PM10 35 jours /an à + 50 µg/m³ (pour les stations les plus exposées : 160 jours)
- NO₂ 40 µg/m³ sur un an (pour les stations les plus polluées : 100 µg/m³)

Seuils et directives

La Directive Européenne sur la Qualité de l'Air impose la surveillance de l'air afin de connaître, informer et comparer avec des seuils. Si les seuils sont dépassés, il faut mettre en place des plans d'actions. En France, les résultats dépassent les seuils, d'où une condamnation par l'Union Européenne. En 2011, la France est à l'étape de la saisie de la Cour de Justice Européenne.

Actions mises en place

L'état a décidé d'agir et de mettre en place des actions pour diminuer les émissions :

- Plan particules (niveau national),
- Élaboration du Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) co-encadré par le préfet de région et le président du Conseil Régional.
- Les ZAPA (Zones d'Actions Prioritaires pour l'Air), qui prévoient d'exclure les voitures les plus polluantes du centre

ville, d'obliger la mise en place de mesures pour améliorer la qualité de l'air et de renforcer les dispositifs d'alerte et les mesures d'urgence. En effet, les seuils PM ont été revus à la baisse (application en 2012, voir encadré ci-contre).

Les nouveaux besoins

Pour pouvoir agir, il faut bien cibler les origines des polluants. Pour cela les AASQA ont besoin de :

- Cartographies d'exposition (permettant de croiser les données de la qualité de l'air à celles de la population).
- Cartes de zones sensibles (pour les communes concernées, il y a un véritable enjeu de qualité et il faut être vigilant sur les actions à mener).
- Cartes de prévision des épisodes de pollution (pour que les personnes puissent anticiper et adapter des mesures d'urgences).

Perspectives

A l'échelle européenne : Révision prochaine des directives de la qualité de l'air, l'année de l'Air en 2013 et la modification de la réglementation européenne,

A l'échelle nationale : Reprise des ambitions européennes avec une déclinaison française renforcée (SRCAE, PPA, ZAPA, abaissement des seuils PM10, ...) Sur le plan technique : une nouvelle organisation du dispositif de surveillance souhaitée par le ministère et portée par l'ensemble des acteurs.

A l'échelle locale : Evolution des métiers avec une approche métrologique et appui aux plans d'action, avec un fort besoin de territorialisation des résultats (modélisation). ■



Le Plan Environnement - Santé picard



Agir pour notre environnement, c'est protéger notre santé

Monsieur Veillerette vice-président du Conseil Régional a présenté le Plan Environnement - Santé de Picardie, mis en place afin d'agir sur l'environnement et préserver la santé. Celui-ci doit permettre de trouver des relations causes / effets et la mise en place d'actions.

Constat en Picardie

Les indicateurs de santé dans la région picarde sont mauvais.

- 2^{ème} région pour la mortalité par le cancer.
- Taux d'obésité supérieur à la moyenne française.
- Taux de diabète élevé.
- Problème de reproduction.

Constat en France

La première cause de mortalité sont les Affections Longues Durées (ALD), suivi des cancers.

Il y a 1 000 nouveaux cas de cancers par jour et environ 2 millions de personnes sont touchées par des maladies cardiovasculaires.

En 2009, environ 8 millions de personnes sont touchées par les ALD.

Quatre Affections Longues Durées se démarquent au niveau national :

- Maladies cardiovasculaires
- Tumeurs malignes
- Diabète
- Affections psychiatriques

Aujourd'hui, ces maladies ont non seulement un coût humain mais aussi un coût social.

Le déficit de la sécurité sociale, de 30 milliards d'euros, peut s'expliquer par

l'augmentation des prises en charges des ALD.

Nous constatons une baisse de la mortalité par cancer, malgré une augmentation du nombre de cas.

Il y a donc une nécessité de réaliser une prévention. Dans une politique d'Environnement-Santé, nous pensons en terme de prévention primaire c'est-à-dire que nous allons travailler directement sur la prévention des pathologies chroniques donc sur les causes. Il faut prendre en compte les facteurs de risques, cibler les populations les plus sensibles, travailler sur les bases de données environnementales et prendre en compte les effets des perturbateurs endocriniens.

Objectif régional

L'objectif à atteindre d'ici quelques années pour la région picarde est "l'objectif zéro Cancérogène, Mutagène, Repro-toxique/Perturbateur



F. Veillerette présente le Plan Environnement - Santé de la région

Endocrinien".

Il existe une liste de produits chimiques et même de certains métaux considérés comme perturbateurs endocriniens :

- Bisphénol A
- Phtalates
- Parabènes (E214-219)
- Perfluorés (PFOA, PFOS)
- Certains filtres UV

- le BHA (E 320)

- Des métaux lourds comme le mercure

- De nombreux pesticides

La relation dose/effet n'est pas forcément linéaire, aussi la durée d'exposition est également importante, surtout pour les femmes en début de grossesse.

Certaines "combinaisons" de perturbateurs endocriniens peuvent avoir des effets multipliés par 10 voire 100... C'est ce que l'on appelle un effet cocktail.

Axes et thématiques

La Région a décidé d'agir sur trois thématiques :

- La Qualité de l'Air Intérieur
- L'Alimentation (environnement alimentaire)
- La Prévention du risque chimique

Le Plan Environnement - Santé se décline en trois axes :

- Plan recherche : mieux connaître pour mieux agir
- Plan prévention
- Plan communication : pour transmettre des informations utiles à la population pour son propre comportement (choix consommation...)

Projets régionaux

Les principaux projets sont l'analyse des disparités géographiques de répartition des cancers, l'estimation de l'exposition aux pesticides in utero des nouveau-nés, l'analyse de la qualité de l'air intérieur (perchloréthylène dans les pressings, phytosanitaires, CMEI), restauration bio dans les lycées, campagne d'information auprès du grand public, y compris la formation des professionnels de santé ... ■



Table ronde JEA : les approches de la

Lors de la journée d'échanges Air Climat Santé Environnement, une table ronde a été organisée afin de débattre sur les problématiques de la qualité de l'air dans la région picarde. L'animation des échanges a été assurée par le Président d'Atmo Picardie, Eric Montes.

Les attentes d'Amiens Métropole

Pour l'élu de l'agglomération Amiénoise, il semble que certaines questions pourraient être mieux développées :

- L'information en période d'alerte.

Les nombreux épisodes de pollution par les particules enregistrés depuis ce début d'année, ont peu d'impact sur les décideurs. Cela crée une banalisation qui n'engendre pas d'intérêt particulier.



F. Cosserat "il faut faire le lien avec la santé"

- L'importance des échanges entre air et santé est sous-estimée.

Chaque individu consomme chaque jour un volume beaucoup plus important d'air que d'eau. Il est donc nécessaire de faire comprendre cela plus fortement.

Dans l'eau, il est recherché environ 38 molécules à des niveaux très bas. Certaines sont en voie d'interdiction ou de restriction d'usage.

Dans l'air, ce niveau là n'est pas atteint, il faut continuer à :

- Développer l'analyse,
- Rechercher de nouveaux polluants,
- Faire le lien avec les effets sur la santé.

Nous constatons une augmentation du nombre de maladies et nous n'avons pas les explications suffisantes pour lier les questions environnementales à ces questions de santé publique.

La prévention ne peut pas être prise en compte car elle nécessite une action sur le long terme. C'est malheureusement les actions à court terme que privilégient les acteurs locaux.

Il est donc nécessaire de mener une réflexion sur les causes par le biais d'outils de modélisation/scénarisation afin d'établir cette relation entre activité et impact.

Réflexion sur les objectifs et le contenu de l'éducation populaire

Chaque individu doit avoir à sa disposition des éléments concrets (modélisation/scénarisation), lui permettant de comprendre quel est son impact environnemental dans la société et les moyens à sa disposition pour les réduire aussi bien individuellement que collectivement.

Modifier le contenu de l'éducation populaire permettra à l'individu de ne plus subir une information. La population pourra également participer à l'élaboration d'indicateurs comme ce qui peut être fait actuellement dans

les ateliers du conseil développement du grand Amiénois.

Le cas d'une petite commune picarde

Allemant (02) est une commune de 188 habitants, située à 15km de Soissons et est limitrophe avec la commune de Pinon.



M. Henneveux, maire d'Allemant

Depuis 1997, Allemant accueille sur son territoire un centre de stockage des déchets ménagers non dangereux (CET). Ce centre est équipé d'un dispositif de valorisation de biogaz depuis 2007/2008.

Aucun incident notable n'a été rapporté entre 1997 et 2008.

A partir de l'hiver 2008/2009, de gros incidents d'exploitation ont été relevés pendant 2 mois. De nombreuses plaintes liées à de fortes odeurs se sont fait entendre sur la commune de Pinon.

Ces incidents d'exploitation sont liés à un apport important de déchets extérieurs et à une mauvaise gestion du site.

Ces problèmes ont générés de nombreuses inquiétudes de la part des riverains (Pinon et Allemant) sur les gaz émis, leurs quantités et leur toxicité.



problématique de la surveillance de l'Air

Pourquoi avoir sollicité Atmo Picardie ?

Lors de la révision de son Plan Local d'Urbanisme, le conseil municipal a été sollicité par l'exploitant du CET afin d'y intégrer une extension éventuelle.

De ce fait de nombreuses associations locales ont fait preuve d'une forte virulence.

Il a été décidé de faire appel à Atmo Picardie pour ses capacités techniques et de conseil. Nous avons pu trouver une prestation adaptée à nos moyens.

Cette prestation a permis de rassurer une partie de la population même si elle s'est limitée à un certain nombre de paramètres et est restée très ponctuelle (15 jours).

Eric Montes propose de rencontrer avec Monsieur Henneveux, les élus locaux et généraux afin que ce ne soit pas seulement à la commune de supporter le coût de cette étude et qu'une analyse plus complète puisse être réalisée.

La position des industriels

La problématique est de privilégier une approche globale du sujet en partant historiquement de l'environnement pour aller vers le développement



Didier Rosé, Directeur de la CCIR Picardie

durable.

Si l'on veut hiérarchiser les enjeux au niveau régional, l'air n'est pas classé en priorité par rapport aux problématiques de l'eau ou de l'énergie.

De nouveaux concepts apparaissent dans le milieu industriel :

- Concept d'écosystème responsable : entreprises qui pensent leur développement dans le cadre d'un écosystème.
- Démarches de gestion prévisionnelle des emplois du territoire et des compétences : l'homme est un des leviers les plus importants du développement économique.

M. Rosé prend l'exemple de l'aéroport de Beauvais Tillé qui est en plein développement (6^{ème} aéroport de France).

L'aéroport a une réelle nécessité d'informer, rassurer et convaincre par rapport à des riverains.

La CCI de l'Oise a donc fait appel à Atmo Picardie pour 3 raisons simples :

- La reconnaissance d'une réelle expertise en mesure de la Qualité de l'Air.
- Sa neutralité (équilibre de sa gouvernance avec ses 4 collèges).
- Son obligation de transparence des résultats.

C'est un exemple de ce qu'Atmo peut proposer à un industriel, un gestionnaire de centre de déchets, un aéroport ou une collectivité.

La position de l'Etat

La DREAL fait part de sa satisfaction par rapport au travail qu'Atmo Picardie a effectué depuis 2 ans.

Un gros travail a été réalisé sur son organisation et la redéfinition de son

projet.

La différence entre Agence de l'eau



F. Willemin, directeur-adjoint DREAL Picardie

et une Association de Surveillance de la Qualité de l'Air

Le budget annuel des agences de l'eau est de l'ordre de 2 milliards d'€. Celui de l'air est de 50 millions d'€.

Cette différence est liée :

- D'une part au dispositif d'approvisionnement et de traitement en amont et en aval du consommateur.
- D'autre part, elle vient du fait que la réglementation européenne pour le domaine de l'eau est en avance d'une quinzaine d'années sur celle de l'air.

Une autre différence peut être mise en évidence, c'est le fait que le domaine de l'eau est dans le curatif et non dans le préventif comme c'est le cas pour l'air dans notre région. Il est encore temps d'agir dans ce domaine.

Afin d'agir, il est nécessaire que tout le monde soit acteur et qu'en amont chacun ait compris la problématique et soit convaincu de son action.

La première priorité est de rendre le sujet compréhensible par tout le monde, il est donc nécessaire de clarifier et de simplifier. ■

Revue de Presse - Photos



Interviews TV
Benoit ROCQ en direct de la Chambre des Métiers, diffusion dans le JT 19/20 du 29/03/12.



Interviews radio
Le 29/03/12 Benoit ROCQ en direct de la Chambre des Métiers
Le 30/03/12 Anne SAUVAGE Questions-réponses en direct de 8h20 à 8h30

- Internet**
- Actualités-environnement.com
 - Actu-picardie.com
 - Agenda-environnement.com
 - Chefdentreprise.com
 - Cr-picardie.fr
 - Fmcradio.fr
 - Lefilin.org
 - Ombelliscience-picardie.fr
 - Plusbellematerre.com
 - Proxinews.com
 - Revuedescollectiviteslocales.com
 - Valorisation.canalblog.com

